

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - Février 2008 - n° 107



Débat du mois :

« L'Afrique des convoitises »



enda europe

Editorial

Une voix d'espérance, une voix africaine

Sous les apparences d'un petit livre de 160 pages, publié chez un petit éditeur parisien, Souleymane Bachir Diagne, ce Sénégalais de la deuxième, peut-être même de la troisième génération des philosophes africains, nous a donné une grande et belle réflexion sur le cœur même de l'œuvre de Senghor : *l'art africain comme philosophie*.

En 1994, Georges Balandier avait emprunté au mythe du Minotaure le fil d'Ariane, pour tenter d'en finir avec le *Dédale du XX^e siècle*. Près de quinze ans après, une éternité à l'aune de la mondialisation, Diagne a suivi Senghor sur les chemins de l'art africain pour retrouver un point de lumière dans le labyrinthe de notre monde en crise. Ce qu'il nous donne à voir et à comprendre est digne de la grande tradition des penseurs qui s'interrogent sur leur temps.

Partant de « l'intuition philosophique première » que « l'art africain est une philosophie et une philosophie humaniste », Diagne a rejoint Senghor dans son « exil » de colonisé-assimilé qui revendique sa négritude pour se retrouver lui-même. Il nous explique comment inspiré par Frobenius, rejetant Lévy-Bruhl et sa mentalité primitive, il a découvert dans la danse et la sculpture les « Rythmes », qui sont l'ontologie de l'art africain, expression de la Force vitale, ordonnancement du « concret vers la lumière de l'Esprit ».

Dans les trois chapitres qui suivent, *Connaissance*, *Convergence*, et dans le dernier, *Métissage*, qui est la conclusion, Diagne nous fait parcourir le chemin qui a mené Senghor du *Royaume d'enfance* au *rendez-vous du donner et du recevoir*, de la négritude à

la *civilisation de l'Universel*. Avec lui, nous retrouvons les repères, les sources, les haltes de ce parcours qui l'a mené de la poésie à la philosophie : Marx, Nietzsche et Bergson, Rimbaud et Césaire, Sartre et Teilhard de Chardin, Gaston Berger et Iqbal.

Ne vous laissez pas intimider ou rebuter par ces références philosophiques et littéraires. Elles sont toujours citées à bon escient et la langue de Bachir est claire et modeste. Ni traité de philosophie, ni livre sur l'art africain, c'est un livre de vie et d'espérance que Bachir nous donne. Il a trouvé dans l'approfondissement de l'œuvre que Senghor nous a laissée, dans ses poèmes et ses *Libertés I à V* que l'année du centenaire de sa naissance a permis de redécouvrir, voire de découvrir, une lumière qui doit nous éclairer, nous permettre de nous guider dans la compréhension de ce monde obscur et menaçant dans lequel nous sommes entrés avec le XXI^e siècle. Balandier nous l'avait déjà dit : devant ce monde qui fait peur et qui suscite le syndrome réflexe de l'ordre, il faut raison garder, celle de « l'intuition guidant la compréhension ». Que Bachir avec Senghor nous fassent entendre aujourd'hui la même voix, le même langage, à partir de ce continent africain qui est le leur et qui suscite tant d'incompréhensions et d'inquiétudes, voilà qui ne peut nous laisser indifférents. L'Afrique n'a pas plus le monopole des atrocités que les Occidentaux n'ont celui des Lumières. ■

Michel Levallois

Léopold Sédar Senghor: *L'art africain comme philosophie*. Riveneuve Editions, 2007
riveneuveeditions@orange.fr

Cycle « l'Afrique des mutations silencieuses »

4. *l'Afrique des convoitises*

L'*Afrique, après avoir été absente des débats, apparaît comme le dernier continent à entrer dans la voie du développement et reprend de ce fait sa place comme une terre d'avenir mais qui suscite les convoitises des grandes puissances. Il est nécessaire d'acquérir les données de base pour mesurer les enjeux de*

cet intérêt grandissant et de démêler dans quelle mesure cet intérêt débouchera sur un véritable développement et les risques que ces convoitises peuvent présenter. Quatre intervenants vont tenter de clarifier la situation : Philippe Hugon, professeur émérite d'économie, université Paris X Nanterre, auteur notamment de « Géopolitique de l'Afrique », Armand Colin, 2006, Philippe Chalmin, économiste, Professeur associé à l'Université



Paris-Dauphine et au Conservatoire des Arts et Métiers, auteur de « Le poivre et l'or noir » éditions Bourins, 2007, Jean-Paul Ngoupandé, ancien Premier Ministre de la République Centrafricaine, qui a publié « L'Afrique sans la France », Albin Michel, 2002 et Olivier Vallée, économiste, consultant auprès d'organisations internationales, co-auteur avec François Misser de « Les gemmocraties, l'économie politique du diamant africain » Desclée de Brouwer, 1997..

Cadrage économique général

Philippe Hugon propose un cadrage général de cette Afrique convoitée par les grandes puissances en se plaçant principalement d'un point de vue économique. L'Afrique subit des mutations qui sont loin d'être silencieuses avec, depuis le début du XXI^e siècle une croissance économique moyenne de 6 %, une forte reprise des investissements directs étrangers (3 % du total mondial avec environ 40 milliards de dollars) et des évolutions importantes en matière d'accès aux financements. Ces mutations et la globalisation créent un nouveau contexte et de nouveaux enjeux pour l'Afrique. Au-delà de la croissance à court terme, comment les Africains eux-mêmes sauront-ils utiliser ces convoitises pour améliorer le sort de leurs populations dans leur ensemble et non pas celui d'une minorité ? On voit bien actuellement les villes qui se métamorphosent où se côtoient buildings et bidonvilles qui abritent les exclus de la croissance. Philippe Hugon cite le

Kenya pour illustrer le fait que la croissance n'est pas nécessairement un facteur de réduction des inégalités et qu'elle pose des problèmes de fond qui ne sont pas traités.

L'impact de ces mutations

Il convient d'analyser ces mutations et les conséquences, positives ou négatives, de cette convoitise. Les mutations de l'Afrique résultent de mutations internes et de la mondialisation. Ces dernières se traduisent dans différents domaines. Dans le domaine financier, les pays émergents disposent d'excédents d'épargne, ce qui leur donne des capacités de financement pratiquement illimitées, notamment en Afrique. Il faut également compter avec le rôle croissant des fonds souverains et avec les pays producteurs exportateurs de pétrole : pays arabes, Iran, qui disposent également de capacités financières importantes qu'ils vont utiliser à la fois pour asseoir leur puissance politique et éventuellement, en ce qui concerne certains

pays, pour agir par le biais du religieux (construction de mosquées, d'écoles coraniques) et pour le financement de projets d'investissement.

Dans le domaine des ressources naturelles minières et énergétiques, leur rareté croissante et la forte demande, actuelle et anticipée, confère un rôle nouveau à l'Afrique qui permet aux opérateurs de diversifier les risques, et pour certains d'entre eux, de contrôler des territoires. Si les opérateurs croyaient à l'équilibre de l'offre et de la demande à échéance de vingt ans, il n'y aurait pas de raison qu'il y ait une présence aussi massive de certains d'entre eux qui non seulement contrôlent les exploitations mais les sécurisent également militairement. Or il se trouve que les grands décideurs, Etats-Unis, Chine, Europe, ne croient pas qu'à moyen terme tout passera par le marché, d'où les installations de bases militaires et le contrôle d'un certain nombre de ports et d'aéroports. Les Etats-Unis veulent por-

ter à 25 % leurs approvisionnements pétroliers en provenance d'Afrique d'ici 2015 et les Chinois tirent 30 % de leurs approvisionnements actuels de ce continent. Dans le domaine des ressources naturelles renouvelables, il y a de nouveaux enjeux qu'on peut décliner par type de produit. Les pays sont inégalement concernés par cette convoitise et les intérêts peuvent diverger d'un pays à l'autre. Certains constituent des enjeux stratégiques majeurs dans les domaines pétrolier et minier : Soudan, Angola, Nigeria, Afrique du Sud, République Démocratique du Congo (dont les réserves sont pillées).

La reprise de la croissance, même si elle est inégale, donne du pouvoir d'achat à une population qui croît fortement et qui s'urbanise. De nouveaux marchés apparaissent : celui des technologies de la communication, du téléphone portable. L'Afrique est donc un marché même s'il est de taille relativement faible. Malheureusement l'Afrique se repositionne aussi par rapport à une économie criminelle : trafic d'armes, narcotrafic, filières criminelles du diamant, blanchiment d'argent...

Une économie réticulaire

De nouvelles puissances apparaissent en Afrique. La Chine va atteindre 100 milliards de dollars d'échanges commerciaux avec l'Afrique. De nouvelles colonies de peuplement apparaissent ainsi que de nouveaux jeux d'investissements. L'Inde est très présente également ; elle a les mêmes besoins d'approvisionnement que la Chine et utilise, comme la Chine, les réseaux de la diaspora. Les pays pétroliers musulmans interviennent de plus en plus sur le plan financier mais aussi d'un point de vue religieux avec le développement du schisme au Nigeria et au Sénégal notamment. La Russie, après un repli, a renoué la totalité de ses liens avec l'Afrique.

Ces grandes puissances interviennent en fonction de tropismes régionaux. L'Afrique orientale et l'Océan Indien ont toujours été en liaison avec l'Inde et la Chine à travers les réseaux de la diaspora. Les pays du Sahel ont toujours été liés au monde arabe par le commerce trans-saharien. Cette économie réticulaire, fonctionnant par réseaux, est sans doute totalement en phase avec la mondialisation. Elle fonctionne aussi pour les Africains qui sont à l'extérieur et dont les capacités de financement sont sans commune mesure avec les capacités internes.



En conclusion, Philippe Hugon pense que le fait que l'Afrique soit courtisée, convoitée par une diversité de partenaires va lui donner des opportunités très fortes et des marges de manœuvre. On l'a vu lors des négociations des APE où les pays africains, malgré des intérêts divergents, ont montré qu'ils avaient d'autres alternatives face au discours technocratique de la DG Commerce de l'Union Européenne qui n'a pas pris en compte le changement de donne de la négociation internationale. L'Afrique dispose d'opportunités évidentes en termes de capacités de financement, d'investissements, de valorisation des produits des matières premières. On sait par ailleurs que les ressources naturelles sont sources de conflits et de corruption bien qu'il existe d'autres facteurs comme le problème foncier. Apparaissent également des risques de re-endettement de

l'Afrique. Face à ces risques, la responsabilité des leaders africains est engagée et les cartes restent fondamentalement entre leurs mains.

Les ressources

Philippe Chalmin souhaite parler de l'ensemble de ce qu'on appelle les commodités dans lesquelles il intègre les produits agricoles. Le choc vécu sur les marchés, la forte tension sur les prix, n'est pas forcément, pour Philippe Chalmin, une bonne nouvelle pour les pays producteurs, rappelant ainsi le vieux thème de la malédiction des matières premières dont nous ne serions pas sortis. L'Afrique ne pèse dans la mondialisation que par ses richesses potentielles largement inexplorées et dont l'exploration est jugée trop dangereuse par nombre d'opérateurs. Elle est l'Afrique des convoitises de tous les banditismes possibles et Philippe Chalmin met la Chine au premier rang des prédateurs allant jusqu'à craindre la reconquête coloniale de l'Afrique par les Chinois.

De fortes tensions sur les marchés

Nous vivons aujourd'hui une période de tension extrêmement forte sur pratiquement tous les marchés de matières premières, minérales, énergétiques, agricoles. On connaît bien le pétrole à 100 \$ le baril. Le cuivre dont le prix de revient en République démocratique du Congo est de l'ordre de 2000 \$ la tonne est vendu actuellement sur le marché à 7 à 9000 \$ la tonne. Le nickel, le zinc, le plomb ont connu en 2007 une flambée des prix et les tensions sont fortes aujourd'hui sur le minerai de fer, le charbon dont l'Afrique du Sud est un exportateur important. Les tensions sont fortes également sur les prix des céréales (blé, soja, maïs), dont l'Afrique est plus importateur qu'exportateur. Malheureusement, les quelques

produits qui ont échappé à cette flambée sont ceux pour lesquels l'Afrique compte et est exportatrice : café, cacao et, dans une moindre mesure, le sucre.

Sur l'ensemble des marchés des ressources naturelles, les prix étaient tellement bas à la fin du 20^e siècle qu'il n'y a pas eu les efforts d'investissements pour reconstituer les capacités de production. Ces crises correspondent à une sorte de cycle des investissements. C'est le cas pour les minerais et métaux dans



la mesure où la problématique de rareté ne se pose pas pour eux. Pour ces derniers, le choc s'explique par l'émergence de la Chine qui, depuis 30 ans, affiche un taux de croissance de plus de 10 %, dont la composition du PIB intègre pour presque la moitié de l'industrie et dont la production industrielle augmente ces dernières années de 16 à 17 % par an. La Chine a donc d'énormes besoins. Le charbon est également illustratif puisque la Chine qui en est le premier producteur mondial en importe aujourd'hui massivement. La Chine est le premier importateur mondial de tous les métaux et là où elle est exportatrice, elle met actuellement des taxes à l'exportation pour garder les métaux dont elle a besoin pour son marché intérieur. La Chine est donc le principal facteur des tensions actuelles aussi bien sur les marchés des minerais et métaux que sur ceux de l'énergie et des produits alimentaires, beaucoup plus que l'Inde qui joue sur la plupart des marchés un rôle d'importateur relativement marginal.

Un nouveau paradigme de rareté

Les réserves mondiales de minerais et métaux sont relativement abondantes et les risques de pénu-

ries sont faibles sous réserve que les pays soient en capacité de créer les conditions favorables aux investissements qui sont particulièrement lourds en la matière. Là où on doit intégrer un nouveau paradigme de rareté, c'est en ce qui concerne l'énergie, et surtout, l'alimentation.

Pour l'énergie, la production atteindra probablement son paroxysme entre 2010 et 2020 et déclinera ensuite à un rythme qu'on peut espérer suffisamment lent pour que le relais soit pris par de nouvelles énergies.

L'augmentation du prix du pétrole favorise les progrès technologiques permettant l'accès à des gisements plus profonds. A cet égard, l'Afrique qui n'a pas des réserves colossales, pourra prendre toute sa place si de nouvelles perspectives sont offertes en offshore dans le Golfe de Guinée. Mais certains pays connaîtront plus rapidement qu'on ne le croit l'épuisement de leurs ressources.

C'est dans le domaine alimentaire que le paradigme de rareté se pose avec le plus d'acuité. L'enjeu est simple : le monde doit être capable de multiplier par deux en deux générations sa production agricole pour satisfaire les besoins alimentaires de 9 milliards d'individus vers 2070. Ceci va réclamer un certain nombre de révolutions vertes. Dans ce domaine, l'Afrique est très en retard et se trouve être une des victimes majeures du choc sur les marchés céréaliers. Philippe Chalmin prend l'exemple de Madagascar qui est dramatiquement dépendante de ses importations de blé ou de riz. Le prix de la tonne de blé importée qui était de 120 \$ est aujourd'hui entre 450 et 500 \$. Or le prix du blé constitue la moitié du prix du pain vendu dans la rue. Les politiques agrico-

les sont donc une question cruciale pour l'Afrique.

Les prix élevés de l'énergie et des produits agricoles risquent de le rester longtemps. Il ne s'agit pas d'un phénomène cyclique. Cela pose un vrai problème à l'Afrique, peut-être moins en terme de développement à l'exportation qu'en terme de développement de sa production pour ses propres besoins.

La malédiction des matières premières

Le deuxième thème évoqué par Philippe Chalmin est celui de la production de matières premières comme source de malheurs. Il n'y a que de rares pays qui ont su gérer intelligemment la rente des matières premières. La Norvège en est un, bien que sa croissance soit une des plus faibles de toute la Scandinavie. Le Chili a très bien géré, depuis l'époque Pinochet, la rente du cuivre. La Malaisie a su se détacher des matières premières, ses principales ressources, caoutchouc, huile de palme ne représentant plus aujourd'hui que 10% de son PIB. En dehors de ces exceptions, les matières premières ont été sources de malheurs et l'Afrique a largement souffert de cette malédiction. C'est faire fausse route que de penser que l'Afrique se développera grâce à ses matières premières et il serait préférable, selon Philippe Chalmin, qu'elle les oublie. Et d'énoncer que si les matières premières sont importantes pour l'Afrique, l'Afrique n'est plus importante pour les matières premières.

Donc l'Afrique pèse très peu sur le marché des matières premières et sa part ne cesse de diminuer ces temps derniers du fait du retrait d'opérateurs internationaux qui estiment le niveau de risque trop élevé. L'inexistence d'opérateurs locaux, la déstabilisation des filières par les organisations internationales entretiennent ce processus. Philippe Chalmin évoque le

« suicide » de la CFDT dont l'action sur la filière coton à travers les sociétés nationales a été une superbe réussite. Cette déstabilisation a également été le fait des politiques qui ont amené la suppression des caisses de stabilisation qui, même malgré un fonctionnement chaotique, étaient préférables à une économie de marché à laquelle les pays n'étaient pas totalement préparés. Donc même là où l'Afrique dispose d'un potentiel considérable, elle n'a cessé de perdre des parts de marchés.

L'Afrique, qui a des potentiels, devient celui des convoitises de prédateurs. Les Chinois sont les seuls à accepter de reprendre des activités abandonnées par d'autres et on les retrouve même dans le domaine agricole. Ce qui inquiète, c'est le « flirt » prolongé entre la Chine et l'Afrique, d'autant qu'il est à sens unique. Et on peut craindre qu'il augmente le syndrome de la malédiction des matières premières qui est une constante de l'histoire économique depuis le déclin de l'Espagne à partir de l'arrivée des premières flottes de l'or au 16^e siècle.

Le cas spécifique du diamant

Un marché non régulé

Olivier Vallée aborde la question spécifique du diamant qui, de longue date, a joué un rôle important dans les désordres qu'a connus et que connaît encore l'Afrique. Ce diamant, qui n'a pas de réalité marchande, alimente l'économie de guerre et c'est ce qui le rend célèbre en particulier au milieu des années 90. Avant cette phase tragique, et à la différence des autres matières premières, le diamant appartient à un marché qui n'est pas régulé par des offices d'Etat ou des entreprises dans lesquelles le rôle de l'Etat est déterminant.

A l'origine, pendant la période coloniale, du fait même de la nature de sa production très dissémi-

née, le marché du diamant s'organise très tôt à l'échelle mondiale, avec un acteur très important, à la fois producteur et régulateur du marché mondial : la De Beers, trust familial qui gère la grande holding Anglo-American. A partir de cet épicerie Sud-Africain, d'autres ressources sont découvertes et mises en valeur principalement en Angola, au Congo Belge, au Ghana, en Sierra Leone et au Liberia. Assez rapidement, du fait de l'absence de contrôle étatique, le marché du diamant est entre les mains de trafiquants. Olivier Vallée cite le cas de la Sierra Leone, alors sous contrôle britannique, où, pendant la deuxième guerre mondiale, les trafiquants libanais vendent les diamants aux Portugais, lesquels les revendent à des Allemands qui les utilisent pour leur industrie ou pour acquérir des devises.

A part les filons de kimberlite soumis à un minimum de contrôle de la production, l'exploitation du diamant à ciel ouvert est l'œuvre de petits producteurs isolés, disséminés auprès desquels interviennent des intermédiaires, ce qui est source d'affrontements ; en même temps, du fait du monopole de la De Beers, il y a re-concentration au niveau de la commercialisation finale et de la transformation des pierres. Donc, tant que la De Beers exerce son monopole d'achat et de vente, le marché se structure. Mais on assiste progressivement à une dispersion des centres de taille : New York, Londres, Anvers, Amsterdam.

Implication du diamant dans des aventures troubles

Au début du XX^e siècle, le diamant est impliqué dans des aventures troubles. Olivier Vallée cite la colonie grecque d'Afrique de l'Est parmi laquelle il y a des réseaux de Chypriotes indépendan-



tistes qui financent en partie leurs combats dans leur île grâce au diamant exploité dans la région du Katanga et qui sont, de ce fait, détournés des filières normales. La dispersion des exploitations à ciel ouvert laisse libre cours à une économie réticulaire et à des transactions qui ne répondent à aucune règle de marché.

Cette situation perdure sans que les gros investisseurs s'intéressent à la modernisation et à l'encadrement des exploitations, des filières d'acheminement et de transformation qui pourraient apporter de la valeur ajoutée et prévenir les effets négatifs du diamant qui se concentrent sur le continent africain. Un des premiers conflits armés dont la ressource est le diamant est le conflit angolais dans lequel l'Unita utilise à grande échelle le diamant des zones qu'elle contrôle militairement en recourant au travail forcé, ce qui fera des émules en particulier au Liberia, en RDC (ex-Zaïre) et en Sierra Leone. On observe à ce propos la grande passivité des acteurs, ceux du diamant et les acteurs politiques. Les diamants de l'Unita sont en grande partie commercialisés sans passer par la De Beers par des diamantaires belges, liés à des Israéliens et à des trafiquants russes qui vont approvisionner en armes et en avions l'Unita.

Apparition de nouveaux traders

C'est une période où s'effrite la position dominante de la De Beers et où apparaissent de nouveaux traders du diamant : Russes, Israéliens qui proposent une révolution consistant à aider les pays dans lesquels ils sont installés en leur fournissant diverses prestations et ressources financières qui font défaut au MPLA, ou en fournis-

sant des armes en échange de diamants au RUF, en Sierra Leone. Tout cela se passe dans un contexte de régionalisation de la criminalité liée à l'extraction du diamant, dans la mesure où un certain nombre de réseaux ont besoin de s'excentrer des zones de combat. C'est ainsi que Ouagadougou est devenu une place forte de la négociation et du trafic du diamant et qu'elle est aujourd'hui un lieu d'achat, pour les diamantaires israéliens, de pierres extraites en Côte d'Ivoire.

On assiste donc à un réaménagement complet, grâce en partie à la transformation de l'environnement mondial et parce que les conflits finissent par lamener les dernières formes de structures relativement organisées de production. On voit apparaître d'importantes sociétés russes, la remise en cause du monopole africain de la De Beers et de l'importance des Américains dans le commerce du diamant. Olivier Vallée montre pour conclure l'importance des communautés et des liens qui se tissent derrière les matières premières et qui expliquent la recomposition des alliances.

L'Afrique des convoitises vue sous l'angle géostratégique

Jean-Paul Ngoupandé aborde le sujet sous son angle géostratégique. Il découpe l'histoire du continent, depuis les indépendances au début des années 1960, en trois périodes :

- les trois premières décennies qui correspondent à la période de la guerre froide, de la bipolarisation du monde
- de la chute du mur de Berlin au début des années 2000 : le déclin
- à partir des années 2000 : la mondialisation, une nouvelle chance pour l'Afrique

L'Afrique pendant la guerre froide.

L'Afrique sortie de la période co-

loniale est devenue un véritable enjeu pour les grandes puissances, même si l'Asie constituait un enjeu encore plus considérable. Après les indépendances, l'Afrique subsaharienne représentait dans les années 60, 9 % des échanges commerciaux mondiaux. Les nouveaux Etats de l'Afrique francophone sont encadrés par l'ancien colonisateur et ne subissent pas de notables bouleversements. Pendant cette même période, les pays anglophones (Nigeria), comme l'ancien Congo belge ou l'Angola qui n'ont pas bénéficié du même soutien, ont connu d'importantes turbulences. La France a alors joué un rôle important, hors de sa sphère d'influence traditionnelle, pour le compte du camp occidental dont le but essentiel était de contrer la pénétration soviétique sur le continent. Il en est résulté un affrontement direct avec le camp occidental qui mettait l'Afrique du Sud en première ligne. Les premières années de cette période ont connu des succès si l'on en juge par les avancées économiques de la Côte d'Ivoire qui ont fait d'Abidjan le cœur de l'Afrique francophone.

A partir de la fin des années 70, les choses changent. Sur le plan économique, on assiste à la chute des cours des matières premières agricoles et on prend conscience des risques que fait courir l'endettement d'un certain nombre de pays du tiers monde. Les années 80 se terminent dans une ambiance assez sombre mais l'Afrique restait un enjeu important dans le contexte de la guerre froide.

Avec la chute du mur de Berlin, l'Afrique n'est plus un véritable enjeu

C'est la période dont J.-P. Ngoupandé et les Africains de sa génération sont les témoins et les ac-

teurs. C'est la fin de la bipolarisation et l'Afrique n'est plus un véritable enjeu. Entre temps, les échanges économiques de l'Afrique avec le monde sont passés de 9 à 2 %, la moitié étant réalisée par la seule Afrique du Sud. A cela s'ajoute le spectacle des ratés de la démocratisation qui ont induit des désordres et la régression économique qui en résulte.



Cela ne pouvait conduire qu'à la marginalisation de l'Afrique et à l'indifférence des puissances occidentales, à l'afropessimisme. Le développement de l'Afrique n'est plus dans l'agenda de la communauté internationale et le continent semble condamné à ne devenir qu'une grande réserve écologique. Les Africains eux-mêmes se posent des questions et c'est, pour eux, une période difficile à vivre.

La mondialisation, une nouvelle chance pour l'Afrique ?

A partir du début des années 2000, les bouleversements intervenus avec l'émergence de nouveaux pôles de développement ont permis à l'Afrique de revenir dans le jeu de la mondialisation. Les pays émergents qui ont su tirer parti de la mondialisation (Chine, Inde, Brésil...) sont montés en puissance. Dès les années 80, la Chine commençait à peser dans l'économie mondiale. Mais cela ne se percevait pas encore en Afrique bien que les relations de la Chine avec ce continent soient assez anciennes. Depuis le 9^e siècle, les Chinois ont établi des relations avec la côte est du continent. Mais la Chine de Mao-Tsé-Tung n'était pas un acteur de poids pendant la guerre froide bien qu'elle ait tenté de contrer l'hégémonisme soviéti-

que et abreuvé l'Afrique de sa théorie des trois mondes.

Depuis la fin des années 90, ces pays émergents, et la Chine en premier lieu, ont eu des besoins accrus en matières premières et cette dernière va les chercher en Afrique devenue une jachère. Comment cette arrivée en force de la Chine est-elle vécue en Afrique ? Cette présence chinoise est vécue comme une ouverture à un partenariat diversifié ce qui est considéré comme une bonne chose malgré l'existence de problèmes comme l'intervention chinoise dans le secteur informel ou des modes de fonctionnement peu générateurs de main d'œuvre.

Sur le plan économique, la Chine contribue à re-endetter les pays africains. L'enjeu est pour ces pays de développer leurs propres

capacités à conduire leur développement et de ne pas rester passifs face aux convoitises. L'Afrique a des perspectives de croissance importantes (6 à 7 %) comparées à la stagnation des pays développés. Mais il faut que les Etats soient capables d'utiliser les rentrées dues aux matières premières pour créer les conditions d'une croissance durable et investir massivement dans les ressources humaines pour répondre aux enjeux de la croissance démographique. Pour Jean-Paul Ngoupandé, cette convoitise pour les matières premières d'Afrique n'est pas une mauvaise nouvelle, contrairement à ce qu'affirmait Philippe Chalmin dans son propos. Il n'est pas non plus convaincu que l'Afrique ne pèse pas significativement sur le marché des matières premières comme en témoigne notamment le débat actuel sur l'uranium.

En conclusion, Jean-Paul Ngoupandé estime que l'Afrique qui revient de loin a encore un long chemin à parcourir. Elle a encore des problèmes sérieux dont certains sont induits par la vision imposée par les programmes d'ajustement structurels (PAS), qui a freiné la capacité d'action des Etats. Aujourd'hui, dit-il, il faut reconstruire les Etats et en assurer une croissance durable comme l'ont fait les pays émergents. Les problèmes, circonscrits, qui existent encore, comme au Tchad, doivent être examinés soigneusement à la lumière de l'histoire locale, et non, comme cela a pu être dit à celle des enjeux pétroliers. Jean-Paul Ngoupandé conclut en appelant les partenaires, amis de l'Afrique, à avoir une approche qui sorte des dogmes qui ont beaucoup brouillé le regard des Européens sur l'évolution du continent.

LE DEBAT :

Question : Si les monopoles d'exploitation agricoles ont été démantelés par le FMI, c'était pour éviter des détournements publics. La privatisation n'avait-elle pas pour but de répartir les ressources et les profits avec des retombées pour le pays ?

Philippe Chalmin répond que ce n'est pas faux. Il a connu la caisse de stabilisation de Côte d'Ivoire qui n'était pas au-dessus de tout soupçon. Mais dire qu'il n'y a plus besoin de stabiliser et qu'il n'y a qu'à utiliser les marchés à terme de Londres et de New-York est, même pour un économiste libéral, abusif. La bourse du café et du cacao créée ensuite est un autre instrument de prédation qui a permis au président Gbagbo de se maintenir au pouvoir et à une partie des ressources de Côte d'Ivoire de transiter par le Ghana permettant ainsi à la rébellion de survivre.

Chaque filiale de la CFDT était contrôlée dans chacun des pays indépendamment des autorités locales et le succès du coton a été réel même si des problèmes se sont posés par la suite, en particulier du fait de la concurrence américaine.

Question : Pourquoi considère-t-on que les matières premières constituent une malédiction pour les Africains et qu'en même temps on paie l'uranium au tiers du prix du marché ?

Philippe Chalmin axe sa réponse sur le cas de l'uranium. Il y a eu effectivement des négociations l'été dernier entre Areva et le Niger qui est un producteur important d'uranium, même s'il est loin d'être le seul. Il y a un tout petit marché libre de l'uranium qui re-



présente 4 à 5 % de la production mondiale, où là, il y a des cotations qui n'ont pas de représentation véritable par rapport aux tendances lourdes. Car l'essentiel du prix est constitué par des contrats à très long terme entre les compagnies et les Etats, du fait du caractère sensible de l'uranium. Sur ces dix dernières années, ce prix s'est situé entre 5 et 150 \$ le kilo, les faibles prix des années 90 s'expliquant par le rachat des stocks excédentaires soviétiques et par un certain désintérêt du nucléaire. Depuis deux ans, on assiste sur ce tout petit marché libre à une flambée des cours. Il y a eu renégociation entre Areva et le Niger et il n'était d'aucun intérêt pour ce pays de passer directement au prix

du marché libre tant celui-ci est peu représentatif.

Pour ce qui est de la malédiction des matières premières, qui fait l'objet de plusieurs questions, Philippe Chalmin reprend l'exemple du Tchad où le processus mis en place par la Banque Mondiale pour le financement de pipe-line a été détourné par Idriss Deby, une bonne partie de la rente pétrolière ayant servi à acheter des armes au

des évolutions avec l'arrivée de nouveaux acteurs. Les Sud-Africains ont repris le contrôle de la Miba (Société minière de Bakwanga) en modernisant l'entreprise mais en affrontant de façon violente les « creuseurs » qui empiètent sur son périmètre. Il faut également citer Lev Livaev qui a créé un centre de taille à Luanda qui apporte de la valeur ajoutée et la possibilité de court-circuiter les places de Bombay, d'Anvers, etc.

n'est pas sûr que l'Occident soit totalement exclu du monde de la corruption.

Question : est-ce que le plus important n'est pas le pillage des ressources humaines ?

Philippe Hugon répond que la gestion des ressources humaines est cruciale pour l'Afrique qui va doubler sa population d'ici 2050. Différents problèmes sont liés à la fuite des compétences qui ne sont pas toujours utilisées comme il convient. D'autre part il y a un problème de décapitalisation des ressources humaines et Philippe Hugon pense aux enseignants, aux militaires touchés par le sida notamment en Afrique du Sud et au Botswana. Il y a plus de médecins malgaches en France qu'étrangers à Madagascar. Il faudrait réfléchir à la mise en réseau des diasporas, au rôle qu'elles peuvent jouer en terme de transferts. Les transferts financiers des diasporas représentent plus de deux fois l'aide que reçoit l'Afrique.

Questions : plusieurs questions portent sur la Chine et sur les perspectives à offrir aujourd'hui à la jeunesse africaine.

Jean-Paul Ngoupandé estime que la Chine est une opportunité. Mais il faut prendre garde de ne pas faire le jeu d'un anti-occidentalisme qui naît de façon inquiétante sur le continent. Il y a des réalités comme la proximité avec l'Occident, des problèmes qu'on doit partager. Donc la position de Jean-Paul Ngoupandé qui clôt ainsi le débat, est que sans exclure ce partenariat avec la Chine, il est nécessaire de relancer le partenariat avec le voisin européen. Mais la bonne approche n'est pas de dire « méfiez-vous de la Chine » mais proposez-nous autre chose en tirant les leçons de ce que nous avons fait ensemble, des succès et des échecs. ■

Philippe Mathieu



Questions : Est-il possible pour l'Afrique de gérer seule ses ressources ? Et qu'en est-il de la corruption avec l'émergence de nouveaux partenaires ? Le monde occidental est-il perdant ?

lieu d'être utilisée pour des investissements et mis en réserve pour les générations futures. Il maintient que même si le conflit tchadien est antérieur à la découverte du pétrole, sa dimension actuelle lui est largement liée. A une ou deux exceptions près, on ne peut citer de pays africain ayant engagé une véritable politique de développement économique en profitant des 6 à 7 % de croissance essentiellement dues aux matières premières.

Question : Plusieurs questions intéressent la filière du diamant et en particulier la question est posée de savoir : pourquoi sa modernisation n'a-t-elle pas eu lieu ?

Olivier Vallée répond que les principales raisons sont la diversité des sites et les risques politiques qui ont amené les rares entreprises modernes d'exploitation du diamant à tout arrêter. Une troisième raison est, dans le cas du diamant, la division du travail car on a besoin de collecter le diamant au moment où on le taille. Mais il y a

Philippe Hugon pense que certains pays ont su gérer leur rente diamantifère, comme le Botswana, ou leur rente sucrière comme historiquement l'île Maurice. Et une partie des pays producteurs de pétrole ont su replacer une partie de leurs liquidités sur des marchés internationaux et avoir des fonds de placement qui visent les conjonctures. Mais il est évident qu'il faut trouver des processus démocratiques par lesquels différents opérateurs interviennent pour le contrôle des ressources pour qu'elles ne soient pas accaparées par une minorité.

Pour ce qui est de la corruption, Philippe Hugon a un point de vue nuancé. Il est vrai que les nouveaux opérateurs mettent moins de conditionnalités à la fois des points de vue financier et politique que le monde occidental mais la concurrence est-elle pour autant déloyale ? Il faudrait analyser l'impact des règles financières, notamment européennes, sur les possibilités de blanchiment d'argent ou de fuite des capitaux. Il



Le Coton

Le mois de Février 2008 a mis le coton africain dans l'actualité tant à Paris qu'à Bamako.

Le 30 Janvier le ministère français de l'Economie annonçait la cession de gré à gré de la part de l'Etat (64,7 %) dans le capital de Dagrís S.A., successeur de la CFDT (Compagnie française pour le développement des fibres textiles), responsable de la production cotonnière dans l'Afrique de l'Ouest après les indépendances. 14% du capital a été transféré à l'Agence Française de Développement (AFD) à destination des dix filiales et des dix huit autres sociétés partenaires de Dagrís pour renforcer leurs fonds propres.

Dagrís

L'essentiel, 51 %, a été acquis par Advens Géocoton Holding, qui appartient à Abbas Jaber (51 %) et CMA - CGM (49 %). Jaber, proche de Karim Wade, fils du président, a déjà renfloué la Société de commercialisation des oléagineux sénégalais (SONACOS) qui, sous le nouveau nom de SUNEOR, refait des bénéfices et va recommencer à exporter. Il est aussi majoritaire dans Transrail, qui exploite le chemin de fer Dakar - Bamako. Quant à CMA - CGM c'est le deuxième transporteur maritime, après Maersk, assurant les relations de l'Afrique avec l'Europe et l'Asie, région qui représente déjà 55 % de son trafic. La compagnie s'intéresse aussi au port de Dakar, dont la gestion vient d'être attribuée à un groupe des Emirats Unis DP World, et dans lequel, associé avec Bolloré, ancien gestionnaire, elle voudrait avoir une place.

Le successeur de Dagrís doit éponger le passif de l'entreprise et des sociétés cotonnières affiliées. Il veut se recentrer sur l'Afrique, abandonner les activités en Afgha-

nistan et Ouzbékistan et peut-être au Brésil. Il veut associer davantage les paysans et développer les crédits de campagne pour qu'ils augmentent leur production et leur rémunération. Il envisage de rationaliser le processus industriel dans les divers Etats et faciliter l'écoulement du coton avec la construction d'une plate-forme de stockage au port de Dakar. Il pense aussi aux produits dérivés, tels que l'huile et le tourteau, en vue d'orienter une partie de la production vers les biocarburants.

Il acquiert un ensemble qui, durant la campagne 2006 / 2007, a produit 635.000 tonnes de fibres sur un volume africain de 855.000 tonnes, par rapport à un total mondial dépassant les 20 millions de tonnes. 16 millions de personnes vivent, directement ou indirectement du coton, qui représente 60 % des recettes d'exportation du Burkina Faso, 30 % de celles du Togo ou encore 28 % au Mali. Mais la baisse des prix se fait sentir depuis plusieurs années. Le revenu brut annuel de la filière en Afrique francophone est passé de 790 millions de dollars en 2005 à 505 millions en 2007. Et pourtant son prix de revient, d'après l'International Cotton Advisory Committee, est de 1,32 dollar le kilo contre 1,37 en Australie et 1,48 aux Etats-Unis dont les producteurs bénéficient de subventions à hauteur de 4 milliards de CFA. (263 millions d'euros)

Bamako

Le Comité directeur de l'Association cotonnière africaine (ACA) s'est réuni à Bamako les 19 et 20 Février pour préparer l'assemblée générale qui se tiendra à Lusaka du 13 au 15 Mars.

Dix directeurs des plus grandes sociétés cotonnières africaines, d'Egypte au Tchad, étaient pré-

sents. La crise du coton africain tient à de multiples facteurs : les prix du marché, les aléas climatiques, les subventions des pays occidentaux, la baisse de fertilité des sols, le taux de change euro - dollar, le renchérissement du coût des intrants..... En contrepartie : le coton peut bénéficier de la hausse de toutes les matières premières; les cours élevés du pétrole lui offrent une occasion de concurrencer les fibres synthétiques; il peut aussi profiter de la tendance des producteurs américains à préférer les biocarburants plus rémunérateurs. Enfin, si les estimations d'une baisse de la production mondiale se vérifient, les cours augmenteront.

Néanmoins considérant que les problèmes du coton africain ne trouveront pas de solutions sans l'appui des leaders politiques, les membres de l'ACA ont sollicité le président du Mali, Amadou Toumani Touré, qui les a assurés de son soutien. Il proposera à l'UEMOA (Union économique et monétaire de l'Afrique Occidentale) de créer un cadre de concertation dédié exclusivement au coton.

Advens, la nouvelle structure de coordination des productions cotonnières ouest africaines, se trouve ainsi favorisée par la conjonction, d'une part de certains éléments du marché international et d'une prise de conscience des politiques, d'autre part des caractéristiques propres à cette société. En effet, présente dans la production et l'exportation agro-alimentaires, maîtrisant les flux logistiques (rail, port, bateaux) elle apporte des atouts susceptibles de promouvoir efficacement ce secteur de l'agriculture africaine. ■

Robert Ginésy

Yere Sorôkô, en quête d'une vie meilleure

Des spécialistes du cinéma, des amateurs, des militants et des responsables d'associations, quelques officiels, des étudiants ont répondu nombreux à l'invitation de la CADE (Coordination pour l'Afrique de Demain), le 11 février dernier pour voir Yere Sorôkô, en quête d'une vie meilleure, documentaire (71mn) d'Anne-Laure de Franssu et en débattre en présence de la réalisatrice. La projection a eu lieu dans une salle de la Mairie du 3^{ème} arrondissement de Paris.



Ce sont des images de femmes en marche, femmes ordinaires dans une rue d'Abidjan qui ouvrent ce documentaire pas comme les autres, *Yere Sorôkô, en quête d'une vie meilleure* d'Anne-Laure de Franssu (France, 2007). Mais où vont-elles, ces femmes, d'un pas si décidé? Peut-être à la recherche d'elles-mêmes, en quête de moyens de survie mais aussi de bonheur. Vers la fin du film, un homme parle de sa ville, on le voit en compagnie de sa mère à Odienne, au nord de la Côte d'Ivoire. Il raconte en quelques mots la dureté de l'exil en France et dit combien il aime revenir dans cette ville de plus en plus déserte, cette ville et ce pays qui, malgré tout, ne le quittent pas. Entre ces deux séquences se tient la trame de ce documentaire qui met en scène les multiples facettes de la quête de soi et les retrouvailles avec l'autre au moment où celui-ci (celle-ci) peut manquer à l'appel et intensifier la quête. C'est une expression propre à l'univers de celles et ceux qui parlent dans ce film qui lui donne son titre qui pourrait signifier: l'expérience fondamentale de se chercher soi-même en espérant pouvoir se retrouver. Ce film n'est donc pas un *reportage* sur une Côte d'Ivoire en crise comme on pourrait le penser. Il n'est pas non plus un documentaire sur la vie quotidienne des gens du sud au nord du pays. Il est jalonné de séquences très fortes qui nous amènent à le lire à plusieurs niveaux.

Il y a l'image du temps et de l'at-

tente comme dans cette séquence tournée au Foyer des jeunes travailleuses de Cocody devenu pratiquement désert, où une femme s'occupant de l'administration parle du départ des filles qu'Anne-Laure de Franssu connaît pour avoir réalisé un film sur leur vie à cet endroit (1). Le visage de cette femme dit bien le temps qui passe, s'allonge, n'en finit pas de passer pendant qu'elle est assise près de son téléphone d'un autre âge. Il y a ces personnages, dans une ville de Bouaké déserte par endroits, qui parlent de ce qu'est devenu leur pays en pleine mutation du point de vue de ses lois et de la mentalité des gens. Et puis la voix off, celle de la réalisatrice elle-même, qui tient son carnet de route et mentionne, à chaque étape, le temps et l'attente...

La recherche de l'amie disparue depuis le début des « événements » sert de fil conducteur au documentaire, de prétexte à cette traversée du pays du Sud au Nord. Le paysage est filmé (vert et faussement idyllique), la route aussi (déserte ou presque) et quelques étapes essentielles, les villes de l'itinéraire. Ce fil est rompu de temps à autre par des séquences à la recherche d'autres personnages féminins ayant quitté la Côte d'Ivoire pour Paris ou pour Londres.

Mais la quête de soi est omniprésente. Est-ce un hasard si le *Cahier d'un retour au pays natal* de Césaire est évoqué plus d'une fois? La voix off dit bien de quoi il s'agit. La recherche d'autres personnages féminins rencontrés

auparavant au moment où le pays connaissait une relative stabilité est partie intégrante de l'univers de la réalisatrice essayant de comprendre et d'écrire sa propre histoire; celle d'un pays qu'elle a connu dès les premiers jours de sa vie, ce pays qui forme une partie de ses souvenirs. « Là-bas, j'ai passé mon enfance et longtemps j'aurais aimé dire: je suis une Ivoirienne, pourtant je suis une blanche. » dit-elle. Le retour chez soi peut être mouvementé, jalonné de violences inouïes, apparemment banales et quotidiennes. Une des scènes symboliquement très forte est celle qui se passe à l'abattoir de Bouaké où le bœuf est une bête née pour être abattue par des humains employés à cet effet. La vulnérabilité de la bête n'est peut-

être pas comparable à celle de l'humain. Voire... L'humain est sans doute invité, par le regard artistique, à chaque étape de sa vie, à affronter ses démons intérieurs

pour avoir une image plus sereine de demain.

Le montage des images et les effets sonores intensifient ce sentiment d'insécurité que peut ressentir le spectateur même pendant des moments où sont montrées des images de toute beauté. Car la quête de soi n'est jamais un long fleuve tranquille. *Yere Sorôkô*, un documentaire sur l'exil et la quête de soi à tout point de vue. ■

Tanella Boni

(1) *Sini makônô, en attendant demain*, 2001.

Le déploiement de l'EUFOR au Tchad et en République Centrafricaine

L'Union Européenne a pris en Octobre 2007 la décision de constituer une force de paix européenne (sans assistance technique de l'OTAN) aux frontières du Tchad et de la Centrafrique avec le Soudan pour protéger les réfugiés du Darfour et les déplacés tchadiens et centrafricains. Il a fallu plusieurs mois et des négociations difficiles entre Etats-membres soupçonneux à l'égard de la France pour mettre sur pied une force militaire de 3.700 soldats à laquelle 14 pays européens ont contribué.

C'est à l'approche du déploiement de cette EUFOR que des rebelles tchadiens ont tenté un coup de force contre le pouvoir d'Idriss Déby à Ndjamen. L'échec de

cette tentative insurrectionnelle va donner l'occasion de mettre en place, à l'intérieur des territoires tchadiens et centrafricains, dans les prochains 4 mois, cette force militaire conçue comme une contribution européenne à la paix dans cette région, aux côtés de la force de l'UA décidée par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, présente, quant à elle, au Darfour. Comme l'a dit le Commissaire européen Louis Michel, qui s'est rendu sur place au Tchad « Sans stabilité au Tchad et en République Centrafricaine, le Darfour ne peut être stabilisé ».

A cet effort de stabilisation militaire s'ajoute un paquet développement de 10 millions d'€ au titre d'un plan d'accompagnement à la

stabilisation de l'Est du Tchad. Ce programme de réhabilitation, de reconstruction et de réconciliation mis en place dès le premier semestre 2008 devrait permettre le retour volontaire des personnes déplacées dans leur région d'origine.

Pour l'année 2008 la Commission Européenne a, de plus, alloué une enveloppe de 17 millions d'€ en faveur de l'aide humanitaire et a affecté 13 millions d'€ à l'aide alimentaire aux personnes vulnérables au Tchad. L'Office Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO) se chargera de mettre en œuvre cette aide d'urgence. ■

Jean-Loïc Baudet

Ce qu'ils ont dit !

Sur l'ethnisme et le génocide du Rwanda

«... Sur le Rwanda, les interprétations habituelles évoquent des guerres tribales alors que ce génocide possède les mêmes caractères que ceux qui l'ont précédé. Il sort d'une matrice universelle : tensions, déshumanisation de l'ennemi (qualifié de rat, d'insecte ou de fourmi), ce qui permet ensuite de le tuer, propagande d'un discours idéologique qui imprègne les consciences, créations de milices, vote de lois qui établissent des quotas et stigmatisation des « sous-hommes ». Le génocide au Rwanda n'a pas duré 100 jours ; il a été préparé pendant des dizaines d'années. ...».

Raoul Peck ⁽¹⁾

Extrait de : *Ce génocide, comme les autres, sort d'une matrice universelle*, Jean-Claude Raspigneas, La Croix, 22.02.08

⁽¹⁾ Cinéaste haïtien, réalisateur de « *Quelques jours en avril* »..

« Rencontre des traditions religieuses de l'Afrique avec l'Islam, le Christianisme et la laïcité », à partir des écrits de Léopold Sédar Senghor

Comme nous l'avions annoncé dans nos précédentes éditions, le Centre International Francophone d'Echanges et de Réflexion (CIFER) présidé par notre ami Henri Senghor a organisé sous cet intitulé une journée et demie de réflexion et d'échanges les 15 et 16 janvier dernier en partenariat avec la Conférence Mondiale des Religions pour la Paix et la Société des Africanistes.

(Suite page 12)

Abonnement à *La Lettre de la CADE* :

NomPrénom.....

Adresse

Code postalVille

Courriel

Abonnement seul : 30 euros, - étudiants : 8 euros, - entreprises, collectivités locales : 150 euros. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 45 euros. Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.

(Suite de la page 11)

Les membres du bureau de la Cade qui ont pu y assister en tout ou en partie l'ont trouvé si intéressante qu'il vous est proposé d'en respirer le parfum par la lecture de larges extraits du compte-rendu qui a déjà pu en être porté à la connaissance des membres du CIFER.

La matière étant très riche, la publication sera répartie sur plusieurs livraisons de *La Lettre*.

Lors de la première journée, après les introductions du président du CIFER, des représentants de l'Organisation Internationale de la Francophonie et de l'UNESCO et du modérateur Bernard Lecherbonnier, « la conférence inaugurale du Professeur **Souleymane Bachir Diagne** a d'emblée posé le problème dans toute son ampleur. En puisant dans le trésor immense des traditions spirituelles négro-africaines (qui, dit Senghor, ont pour base l'amour entendu comme don de soi), le Christianisme et l'Islam, en conjuguant leurs aspirations à une justice universelle qui conduit au salut, jettent les bases d'un socialisme humaniste et d'une économie fondée sur l'éthique. Ce socialisme spiritualiste, conçu par Senghor et Mamadou Dia, est en consonance avec le monde en devenir, ou cosmogénèse, tel que l'a imaginé le Père Teilhard de Chardin. D'où la conception senghorienne d'une laïcité ouverte, qui libère les religions de leurs scléroses et ouvre les vannes de l'énergie spirituelle. Dans son grand discours de Touba, en 1963, Senghor en appelle à un « soufisme actif », conscient de la puissance transformatrice du travail humain qui, en accueillant pluralisme et tolérance, inaugure le mouvement vers une « terre totale ». C'est à cette intuition grandiose que le Cardinal Lustiger a rendu hommage en 2002 ».

A suivre dans un prochain numéro

**Coordination pour l'Afrique de Demain
(CADE)**

Association Loi 1901
Président : Michel Levallois
Vice-présidents : Raymond Césaire,
Georges Courade,
Xavier de Franssu, Henri Senghor
Secrétaire général : Jean-Loïc Baudet
Trésorier : Jean-Louis Domergue

La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Michel Levallois
Comité de rédaction : Robert Ginésy,
Michel Levallois, Philippe Mathieu,
Denyse de Saivre, Henri Senghor,
Jean Brice Simonin.
Maquette : Sara Desessard
Crédits photos : Jean Brice Simonin

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.
Tél.: 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50
Courriel : endacade@wanadoo.fr
Site : www.afrique-demain.org



Agenda de la Cade

A l'ENA, 2 avenue de l'Observatoire, 75006 Paris,
de 17 h 45 à 19 h 45 (métro Luxembourg).

Cycle « L'Afrique des mutations silencieuses »

- Mardi 18 mars, « l'Afrique de l'inventivité »
- Mercredi 16 avril, « l'Afrique de la créativité »
- Mercredi 21 mai « l'Afrique au milieu des grands blocs »
- Mercredi 18 juin. « Les transformations sociales »



A l'université du Havre

Cycle « L'Afrique en mouvement »

- Mardi 4 mars, « La géopolitique de la faim » avec Georges Courade



A Radio Aligre, FM 93.1

- Jeudi 13 mars 2008 de 8 h à 8h30. Suite de « l'Afrique des convoitises »
- Jeudi 27 mars 2008 de 8 h à 8h30 « L'Afrique de l'inventivité »



Annonces

Colloques

A Paris

↳ **Lancement de l'Année européenne du dialogue interculturel**, du 13 et 14 mars 2008 au siège de l'Unesco à Paris. Plus d'informations sur le site <http://www.histoire-immigration.fr>

A Conakry, Guinée.

↳ **Forum mondial de la paix**, les 19/20/21 mars 2008, inscriptions et renseignements sur le site www.forumdelapaix.org

Festival littéraire

A Paris et Cachan du 2 au 16 mars 2008

↳ « 5ème Printemps des Poètes des Afriques et d'Ailleurs »
« Eloge de l'Autre : poésie du Sud et images du Nord »,
Contact : poetesdesafriques@voila.fr,
Portable: 06 10 01 95 25,
Programme : <http://www.neonegritude33.afrikblog.com>